

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

SECRETARIAT GENERAL

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ETAT CIVIL
DANS L'OUEST ET RESTITUTION DES DROITS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

INTERNAL TENDER'S BOARD

PROJECT TO STRENGTHEN CIVIL STATUS REGISTRATION
IN THE WEST AND RESTORE RIGHTS

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION

0 N° 000008 /AC/MINDDEVEL/SG/CIPM/RECORD/RAF/2026 DU 18 SEPT 2026

POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE DE TYPE SUV AU PROFIT DE L'UNITE DE
GESTION DU PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ETAT CIVIL DANS L'OUEST ET
RESTITUTION DES DROITS (RECORD)

Financement : Fonds C2D

1. OBJET DE L'AVIS DE CONSULTATION

Le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Maître d'Ouvrage, en vue de faciliter le suivi des activités du projet, lance une consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition d'un véhicule de type SUV au profit de l'Unité de Gestion du Projet de Renforcement de l'Etat Civil dans l'Ouest et Restitution des Droits (UGP/RECORD).

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La prestation objet de la présente Consultation comprend : la fourniture d'un véhicule de type SUV au MINDDEVEL. Le transport, la manutention, la mise en service et la réception sont également à la charge du Cocontractant.

3. DELAI PREVISIONNEL DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage Délégué pour la livraison d'un véhicule de type SUV objet de la présente Consultation est de quatre-vingt-dix (90) jours. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. ALLOTISSEMENT

La prestation est en un lot unique.

5. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de la prestation est de **trente-cinq millions (35 000 000) de francs CFA TTC.**

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit Camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

7. FINANCEMENT

La prestations objet de la présente consultation est financée par les Fonds C2D dans le cadre de la mise en œuvre du PTAB de l'exercice 2026

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement le mode en ligne.

21 SEPT 2026
Horty

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre aux pièces administratives un cautionnement de soumission conforme à la réglementation en vigueur assorti du récépissé de dépôt à la CDEC et délivré par un organisme ou une institution financière

agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DC dont le montant est de **Sept cent mille (700 000) FCFA**.

Le cautionnement de soumission est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation en version numérique peut être obtenu, dès publication du présent avis dans les locaux du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **50 000 (cinquante mille) francs CFA**, payable au trésor public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DC par téléchargement **sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>**

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, le soumissionnaire déposera les offres sur la plateforme COLEPS

<http://www.marchespublics.cm> et une copie de sauvegarde sur support USB, copie physique de la caution de soumission assortie de l'original du récépissé de la CDEC et la quittance d'achat du DC seront déposées au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2^{ème} étage, porte 210, au plus tard le **15 OCT 2026 à 12 heures**, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION

N° **0000008** /AC/MINDDEVEL/SG/CIPM/RECORD/RAF/2026 DU **18 SEPT 2026**

**POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE DE TYPE SUV AU PROFIT DE L'UNITE DE
GESTION DU PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ETAT CIVIL DANS L'OUEST ET
RESTITUTION DES DROITS (RECORD)**

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **15 OCT 2026** à **12H00**, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers de la clé USB et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité du dossier de consultation ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence d'une caution de soumission conforme à la réglementation et délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture de tous les plis se fait en un seul temps, le **5 OCT 2026** à **13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINDDEVEL dans la salle de Conférence du 3^{ème} étage du bâtiment principal du MINDDEVEL.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier du Dossier de Consultation. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question en version physique.

Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqués dans le Dossier de consultation entraînera le rejet de l'Offre.

15. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou non-conformité de la caution de soumission,
- la capacité financière d'au moins 50% du coût prévisionnel TTC du projet ;
- de l'absence du récépissé de consignation de la caution à la CDEC,
- de la non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect de 7 critères essentiels sur 8;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- du non-respect des spécifications techniques majeures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DC;
- de l'absence d'une copie de sauvegarde des offres ;
- une proposition financière en deçà de 95% de l'enveloppe prévisionnelle ;
- Non-respect du format de fichiers des offres ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant,
- de l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant le cas échéant.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- la présentation des offres ;
- les références du soumissionnaire ;
- les caractéristiques techniques de la fourniture proposée
- le service après-vente (la disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- le calendrier de livraison ;
- les preuves d'acceptation des conditions de la Lettre Commande (le CCAP et les spécifications techniques paraphées et signés à la dernière page) ;
- le planning et délai de livraison ;
- le délai de garantie

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2ème étage, porte 210, téléphone n°222 22 15 53, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> /-

19. ASSISTANTE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé le 18 SEPT 2026



LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Georges ELANGA OBAM

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- AFD
- Président CIPM
- Affichage chrono



NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATIONS

No. 00000008 /AC/MINDDEVEL/SG/CIPM/RECORD/RAF/2026 OF 18 SEPT 2026

FOR THE PURCHASE AN SUV TYPE VEHICLE FOR THE PROJECT TO STRENGTHEN CIVIL
STATUS REGISTRATION IN THE WEST AND RESTORE RIGHTS MANAGEMENT UNIT

Funding: C2D Fund

1. SUBJECT OF THE CONSULTATION NOTICE

The Minister of Decentralization and Local Development, as the Contracting Authority, with a view to facilitating the monitoring of project activities, is launching a consultation for a Request for Quotations relating to the procurement of rolling stock for the Project to Strengthen Civil Registration in the West and Restore Rights Management Unit (RECORD/MU).

2. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this Consultation include: the supply of rolling stock to MINDDEVEL, transport, handling, commissioning and acceptance. The said services are to be borne by the Contractor.

3. ESTIMATED DELIVERY TIMES

The maximum timeframe set by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for the delivery of the rolling stock covered by this Consultation is 90 (Ninety) days. This timeframe shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

4. LOT

The services are divided into one lot.

5. ESTIMATED COST

The estimated cost of the service is 35,000,000 (thirty-five million) CFA francs including VAT.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this consultation is open, on equal terms, to companies incorporated under Cameroonian law and established in the Republic of Cameroon, which are in good standing with the tax authorities and not excluded from public procurement.

7. FUNDING

The services covered by this consultation are financed by the C2D Funds as part of the implementation of the PTAB for the 2025 financial year.

8. SUBMISSION METHOD

The method of submission selected for this consultation is exclusively online.

9. TENDER BOND

Each tenderer must attach to the administrative documents a tender bond in accordance with the regulations in force, accompanied by the receipt of deposit with the CDEC and issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement and listed in Document 14 of the Tender Documents, in the amount of 700,000 (seven hundred thousand) CFA francs.

The tender bond shall remain valid for up to 30 (thirty) days beyond the initial expiry date of the tenders. The absence of a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement shall result in the outright rejection of the tender. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. VIEWING THE TENDER DOCUMENTS

The Tender File may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. OBTAINING THE CONSULTATION DOCUMENT

The Tender File in digital format may be obtained, as from publication of this notice, from the premises of the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs**, payable to the Public Treasury and representing the cost of purchasing the Tender File.

The electronic version of the Tender File may also be obtained by downloading it from the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm>.

12. SUBMISSION OF TENDERS

Each tender must be drafted in French or English.

For online submission, the tenderer shall submit the bids via the COLEPS platform <http://www.marchespublics.cm> and, against receipt, a backup copy, a USB stick containing the administrative, technical and financial documents, and a hard copy of the tender bond and the receipt for the purchase of the tender documents to the Ministry of Decentralisation and Local Development, Directorate of General Affairs, 2nd floor, door 210, no later than **12:00 noon local time on 15-09-2026**, bearing the following details:

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
No. 000008 /AC/MINDDEVEL/SG/CIPM/RECORD/RAF/2026 of 18 SEPT 2026
FOR THE PURCHASE AN SUV TYPE VEHICLE FOR THE PROJECT TO STRENGTHEN CIVIL STATUS REGISTRATION IN THE WEST AND RESTORE RIGHTS MANAGEMENT UNIT (RECORD/MU)
"To be opened only during the tender opening session"

The tender must be submitted by the tenderer via the COLEPS platform no later than **12:00 noon local time on 15-09-2026**. A backup copy of the tender saved on a USB stick must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above, within the specified time limit.

N.B.: File size and format

The maximum sizes of the documents to be uploaded to the platform and constituting the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Tender;
- 15 MB for the Technical Proposal;
- 5 MB for the Financial Proposal.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants should ensure they use compression software to reduce the size of any files to be submitted in accordance with the sizes specified above.

Tenders received after the deadline for submission will be deemed inadmissible.

13. ADMISSIBILITY OF TENDERS

The administrative documents, technical proposal and financial proposal must be placed in folders on the USB stick and submitted in sealed envelopes.

The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- envelopes bearing details of the tenderers' identity.
- envelopes received after the deadline for submission.
- envelopes without an indication of the identity of the tender file.
- envelopes that do not comply with the tender procedure.

Any tender found to be incomplete in accordance with the requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond that complies with the regulations and is issued by a first-class financial institution or body authorised by the Minister responsible for Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the documents, shall result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. A tender bond submitted but bearing no relation to the tender in question shall be deemed to be missing. A tender bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

14. OPENING OF TENDERS

15 OCT 2026

All tenders will be opened at a single session on ----- at **13:00** by the Public Contracts Commission attached to MINDDEVEL in the conference room on the 3rd floor of the MINDDEVEL main building located in Niki Nlongkak.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

Failure to comply will result in rejection; the required documents in the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations. They must be valid as at the original deadline for the submission of tenders or have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of the opening of tenders, a period of forty-eight (48) hours is granted to the tenderers concerned to produce or replace the document in question in hard copy.

Failure to comply with the number of copies specified in the Tender Documents will result in the rejection of the Tender.

15. CRITERIA FOR EVALUATING TENDERS

15.1 Elimination criteria

(The elimination criteria set out the minimum conditions that must be met in order to be eligible for evaluation against the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the tenderer's bid.)

These include, in particular:

- the absence or non-compliance of the tender bond,
- financial capacity of at least 50% of the estimated project cost;
- the absence of the receipt for the deposit of the tender bond with the CDEC,
- failure to produce, within 48 hours, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of opening the tenders (except for the tender bond);
- false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- failure to meet 7 out of 8 essential criteria;
- the absence of a sworn statement confirming that services have not been abandoned in the last three years;
- the absence of a dated and signed integrity charter;
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- failure to comply with the major technical specifications set out in the Description of Supplies in this Tender Document;
- the absence of a backup copy of the tenders;
- the absence financial proposal below 95% of the estimated budget;
- Failure to comply with the file format for tenders;
- The absence of a brochure accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- The absence, where applicable, of the manufacturer's approval or authorization.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of candidates shall relate to:

- the presentation of the tenders;
- the tenderer's references;
- the technical specifications of the proposed supply;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);

- the delivery schedule;
- evidence of acceptance of the terms of the Order Letter (the Terms of Reference and technical specifications initialled and signed on the last page);
- the schedule and delivery deadline;
- the warranty period.

Technical bids will be assessed using a binary scoring system (yes/no) and in accordance with the required technical and financial qualification criteria, with the lowest bid being selected.

16. AWARD

The Client will award the Order Form to the tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the lowest bid.

17. VALIDITY PERIOD OF BIDS

Tenderers shall remain bound by their tender for 90 days from the deadline set for the submission of tenders.

18. FURTHER INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, 2nd floor, Room 210, telephone No. 222 22 15 53, or online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. TECHNICAL SUPPORT

To obtain technical assistance in the case of any issue arising from the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

20. FIGHTING CORRUPTION AND MALPRACTICE

For any attempts at corruption or instances of malpractice, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48

18 SEPT 2026

Yaounde, -----



Georges Elanga Obam

**THE MINISTER OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT**

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- AFD
- Chairman of CIPM
- Chronological display